

À PROPOS...

De Boeck Supérieur | *Innovations*

**2013/3 - n° 42
pages 249 à 257**

ISSN 1267-4982

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-innovations-2013-3-page-249.htm>

Pour citer cet article :

« À propos... », *Innovations*, 2013/3 n° 42, p. 249-257. DOI : 10.3917/inno.042.0249

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Zeting LIU, 2013, *Politiques d'innovation et PME en France. Une histoire de liens faibles*, Économie et Innovation, L'esprit économique, Paris, L'Harmattan, 308 p.

Avec son livre, *Politiques d'innovation et PME en France. Une histoire de liens faibles* qui retrace l'évolution des politiques de soutien à l'innovation en France sur les cinquante dernières années, Zeting Liu fait incontestablement

œuvre utile. Ce livre, son travail de thèse, montre combien cette politique avait été hésitante, voire chaotique, confrontée à de nombreux obstacles financiers, administratifs et politiques, prisonnière aussi pendant longtemps de l'héritage colbertiste prestigieux de la France qui a contribué à retarder la prise de conscience que les PME jouaient un rôle important dans la promotion de l'innovation. L'ANVAR a été une pièce maîtresse du dispositif français de soutien à l'innovation et elle en a bien examiné le rôle, montrant qu'il a été trop souvent soumis aux changements de cap de la politique française, naviguant entre les écueils tel un navire cherchant sa route dans le brouillard. Elle nous montre aussi que la politique nationale de l'innovation devenait de plus en plus complexe, les programmes et les initiatives se superposant les unes aux autres (un mille-feuille à la complexité croissante) alors que les politiques régionales montaient en puissance mais en manquant de cohérence.

Aujourd'hui, en 2013, l'histoire semble se répéter avec, pour citer Julie Bouchard à laquelle Zeting Liu se réfère, une nouvelle version du discours sur le « retard français ». La perte de parts de marché à l'exportation par les entreprises françaises, la comparaison de leurs performances avec celles d'outre-Rhin, les cris d'alarme sur le « déclin » de l'Europe dont on s'inquiète, à juste titre, de son incapacité à donner l'ampleur nécessaire aux investissements pour préparer l'avenir, notamment par la recherche, face à la concurrence technologique des pays asiatiques (et en particulier celle de la Chine que Zeting Liu connaît bien), sont autant de signaux d'alerte. Ceux-ci incitent les dirigeants politiques, les responsables d'entreprises et des chercheurs à prôner une relance de la politique de soutien à l'innovation en France et en Europe. Le rapport Gallois sur la compétitivité de l'industrie française, remis au Premier ministre en septembre 2012, témoigne bien d'une prise de conscience de l'urgence d'une nouvelle politique. Face à des défis scientifiques, techniques et industriels considérables dans des domaines comme l'énergie, les transports, l'aménagement urbain, la santé, etc., et à l'impératif d'une « réindustrialisation » (auquel les États-Unis sont eux-mêmes confrontés), la tentation de remobiliser le tissu industriel par une stratégie de « grands programmes » est évidemment très grande. C'est sans doute une voie possible mais Zeting Liu a montré que ce néocolbertisme ne suffira pas à soutenir l'innovation de façon efficace car elle chemine par de multiples canaux. Autrement dit, une politique étatique qui hésite encore entre la voie d'un soutien tous azimuts à la R&D dans les entreprises par le biais du Crédit d'impôt recherche (le CIR dont Zeting Liu a souligné qu'une évaluation approfondie de son effet de levier n'avait pas été réellement faite), la pérennisation des pôles de compétitivité dont le « modèle grenoblois » a montré qu'ils pouvaient être efficaces dans un contexte d'alliance étroite

À propos...

entre les entreprises et les acteurs locaux de la recherche, et un rôle accru des projets financés par les investissements d'avenir, n'est probablement pas la voie la plus efficace pour promouvoir l'innovation dans les PME. Toutefois, la création de la BPI (Banque Publique d'Investissement) dont la mission prioritaire sera de soutenir les investissements dans les PME, notamment ceux destinés à l'innovation, est une initiative concrète qui prend en compte la nécessité de faire passer la voie de la réindustrialisation par un soutien aux PME innovantes.

La leçon que l'on peut tirer de la politique de promotion de l'innovation dans les PME dont Zeting Liu a bien décrit les méandres – elle ne fut pas un long fleuve tranquille – est sans doute qu'il est plus efficace d'opérer à l'échelon régional, là où se trouvent les compétences techniques, les formations utiles au tissu industriel et les aides des collectivités territoriales. Si les lois de décentralisation (loi Defferre) et d'orientation et de programmation de la recherche de 1982 avaient montré la voie, les politiques d'innovation sont loin d'être parvenues à concrétiser les intuitions d'il y a trente ans. Une nouvelle étape de la décentralisation y parviendra-t-elle ? C'est l'un de ses enjeux majeurs. Une réflexion en profondeur sur les voies et les moyens des politiques régionales en faveur du développement technologique, à laquelle nous incite Zeting Liu en conclusion de son magistral travail, s'impose et permettrait peut-être à la politique d'innovation de connaître une nouvelle jeunesse.

Pierre PAPON